

## FICHE THEMATIQUE

### LES DEPOTS DE DECHETS IRRÉGULIERS

#### QU'EST-CE QU'UN DECHET ?

L'article L.541-1-1 du code de l'environnement définit un déchet comme « **toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire** ».

Par exemple des pneus, gravats, véhicules hors d'usage peuvent être des déchets. Peu importe qu'il s'agisse d'objets ou de substances en bon état ou non.

Traditionnellement, il existe trois grandes catégories de déchets

- **Les déchets inertes** : l'article R.541-8 code de l'environnement définit un déchet inerte comme « **tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine** ».

*Ils proviennent essentiellement de l'industrie du BTP et ce sont souvent des gravats, des tuiles, des briques etc.*

- **Les déchets industriels banals** : Ils sont assimilables à des déchets ménagers. Ils ne contiennent pas de substances toxiques ou dangereuses.

*Ce sont par exemple des bouts de ferrailles, des emballages, des métaux non ferreux, du papier du verre, du textile, du bois, du plastique etc.*

- **Les déchets dangereux** : Un déchet est considéré comme dangereux s'il représente un danger pour la santé de l'homme ou pour l'environnement, par exemple s'il est explosif, nocif, cancérigène etc. Ils nécessitent donc un traitement particulier.

*A titre d'exemple il peut s'agir d'huiles de vidange, de batteries, peintures, solvants, vernis etc.*

Cette distinction est utilisée pour savoir comment il faut traiter les déchets.

En effet les **déchets sont distingués et traités différemment** en fonction de leur dangerosité.

Les déchets irréguliers peuvent dégrader des sites et des paysages, mais ils peuvent aussi être source de pollutions qui ne sont pas instantanément visibles et avoir un impact sur la santé publique.

## COMMENT RECONNAITRE UNE INSTALLATION ILLEGALE DE DECHETS ?

La gestion de déchets a lieu dans des sites d'accueil particuliers. Ces centres font l'objet d'une autorisation au titre du régime des ICPE (Installations classées pour l'environnement).

**Les exploitants de ce genre d'installations doivent afficher de façon visible la référence à une autorisation.** Un dépôt de déchets qui ne fait pas l'objet d'un affichage d'autorisation préfectoral a de forte chance d'être une décharge illégale.

**Installation de stockage de déchets :** c'est une décharge qui reçoit des déchets industriels ou ménagers. Ce genre de centre est autorisé par une autorisation préfectorale et un ensemble de règles lui sont imposées, qu'elle doit respecter.

**Une décharge brute communale :** C'est une décharge où sont régulièrement déposés des déchets. Elles sont exploitées par une collectivité ou laissées à la disposition des habitants alors qu'elles n'ont aucune autorisation du préfet pour ça. Le maire est dans ce cas considéré comme l'exploitant ou le détenteur de la décharge constituant une installation illégale.

**Une décharge sauvage :** Correspond aux abandons ou dépôts de déchets contraires à la législation et à la réglementation en vigueur. Il s'agit d'une accumulation d'ordures qui sont apportées clandestinement par des particuliers ou des entreprises dans un endroit.

## COMPETENCES ADMINISTRATIVES EN MATIERE DE DECHETS

**Le maire est en principe l'autorité compétente en matière de déchets,** donc la personne à qui il faut s'adresser afin qu'il fasse constater la présence de cette décharge et qu'il demande au producteur l'enlèvement de celle-ci dans un délai déterminé. Ainsi il doit mettre en demeure le détenteur de ces déchets de cesser cette activité, et dans le cas où celui-ci n'agirait pas conformément à sa demande, il peut (article L.541-3 du code de l'environnement) :

- L'obliger à consigner une somme qui correspond au montant des mesures à exécuter pour remettre en état le site et être en accord avec la loi
- Obliger la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites
- Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations, ou l'exercice des activités qui sont à l'origine des infractions constatées
- Ordonner le versement d'une astreinte journalière au plus égale à 1500 euros jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux mesures prescrites par la mise en demeure
- Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 euros



En cas de carence du maire, c'est-à-dire s'il n'intervient pas, vous pourrez vous adresser au préfet qui mettra alors le maire en demeure d'agir avant de procéder lui-même à la régularisation si celui-ci persiste à ne pas agir (article L.2215-1 CGCT).

## RESPONSABILITE : CAS DE L'INSTALLATION ILLEGALE

Le premier responsable de l'installation illégale est **le détenteur du déchet, soit l'exploitant de l'installation**. S'il n'est pas identifiable, **le propriétaire du terrain** pourra dans certaines conditions être considéré comme le détenteur (article L.541-2 du code de l'environnement). Il s'agit de l'hypothèse où le propriétaire est reconnu comme ayant été négligent.

## SANCTIONS PENALES

Une personne qui est responsable d'un dépôt de déchets irrégulier s'expose à des sanctions pénales.

Les infractions et les sanctions relatives aux déchets sont inscrites à **l'article L.541-46 du code de l'environnement**.

Les personnes qui sont compétentes pour constater des infractions à la législation des déchets sont le maire et en cas d'inaction le préfet.

Les principales infractions sont les suivantes :

- Abandonner, déposer ou faire déposer de manière illégale des déchets
- Le fait de remettre des déchets à tout autre que l'exploitant d'une installation agréée
- Gérer des déchets sans être titulaire d'un agrément
- Gérer des déchets sans satisfaire aux prescriptions qui concernent les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge des déchets et les procédés de traitement

Ces infractions sont punies de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Cette peine est portée à sept ans d'emprisonnement et à 15 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en bande organisée.